



Communiqué de presse

Abroger Parcoursup, en finir avec la sélection et financer l'enseignement supérieur public, c'est possible ! Et dès à présent !

La force du mouvement lycéen et étudiant, soutenu par les organisations syndicales, a contraint Emmanuel Macron et le gouvernement à reconnaître qu'il fallait faire évoluer Parcoursup.

Mais les aménagements annoncés pour 2027 sont complètement à côté des enjeux et ne répondent pas aux revendications. Quant à la « refonte » pour 2028, elle n'engage pas le gouvernement. Pour la FSU, abroger Parcoursup, et renouer avec l'ambition d'un système éducatif émancipateur pour toutes et tous qui ouvre réellement les portes de l'enseignement supérieur et l'accès aux qualifications, c'est possible et nécessaire !

Parcoursup est avant tout un outil de sélection introduit par la Loi ORE en 2018, conséquence du refus d'augmenter le nombre de places à l'université à la hauteur des besoins. Il est le symbole d'une politique malthusienne qui trie et classe les bacheliers pour écarter une partie de la jeunesse, généralement issue des milieux populaires, de l'accès aux études.

Les conséquences en sont largement connues et dénoncées tant par les organisations syndicales que par la mobilisation des lycéen·nes et étudiant·es.

Pour en finir avec la sélection, il faut financer en urgence 150 000 places dans l'enseignement supérieur public. L'augmentation de 15 000 places dont 10 000 en BTS est loin du compte pour garantir le droit de toutes les bachelier·es à poursuivre les études supérieures de leur choix. Pour cela, il manque 1,5 milliard d'euros au projet de budget pour l'enseignement supérieur dans le PLF 2027. Cela représente 0,9 % des 166 milliards d'aides aux grandes entreprises que Bercy reconnaît avoir versés en 2024.

Il faut remplacer la logique de sélection par une procédure d'affectation dans l'enseignement supérieur public qui permette la hiérarchisation des vœux a priori par les bachelier·es, et le traitement à égalité des candidat·es. Le baccalauréat doit rester le premier grade universitaire ouvrant la liberté d'inscription à l'université.

Contrairement à ce que prétend le gouvernement, l'abrogation de Parcoursup est possible et finançable. C'est une urgence sociale, éducative et démocratique ! Le gouvernement ne peut ignorer cette revendication portée par des centaines de milliers de lycéennes, étudiant·es, personnels de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, parents, citoyen·nes depuis des semaines.

Des mesures immédiates doivent être prises au budget 2027 pour l'accès de toutes et tous les bachelier·es à la filière de leur choix et l'amélioration des conditions d'étude.

La FSU sera donc présente dans les manifestations du samedi 31 octobre aux côtés de la jeunesse et de la population, pour les salaires et les services publics.

La FSU appelle les personnels à amplifier la mobilisation en s'engageant massivement dans la grève et les manifestations unitaires le 5 novembre et à discuter sur les lieux de travail des suites de cette journée. Elle a déposé un préavis de grève pour l'ensemble du mois de novembre et proposera à ses partenaires syndicaux d'amplifier la mobilisation. Une brèche s'est ouverte, élevons le rapport de force !

Bagnolet, le 28 octobre 2026
